

Procedure file

Informations de base		
RSP - Résolutions d'actualité	2016/3027(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur la situation de la minorité Rohingya au Myanmar		
Sujet 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général		
Zone géographique Birmanie Myanmar		

Acteurs principaux	
Parlement européen	

Événements clés			
15/12/2016	Résultat du vote au parlement		
15/12/2016	Débat en plénière		
15/12/2016	Décision du Parlement	T8-0506/2016	Résumé
15/12/2016	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2016/3027(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 144
Étape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation					
Proposition de résolution		B8-1345/2016	15/12/2016	EP	
Proposition de résolution		B8-1348/2016	15/12/2016	EP	
Proposition de résolution		B8-1352/2016	15/12/2016	EP	
Proposition de résolution		B8-1354/2016	15/12/2016	EP	
Proposition de résolution		B8-1357/2016	15/12/2016	EP	
Proposition de résolution		B8-1360/2016	15/12/2016	EP	
Proposition de résolution		B8-1363/2016	15/12/2016	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0506/2016	15/12/2016	EP	Résumé
Proposition de résolution commune		RC-B8-1345/2016	15/12/2016		

Résolution sur la situation de la minorité Rohingya au Myanmar

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation de la minorité Rohingya au Myanmar.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Les députés rappellent les affrontements violents dans le nord de l'État de Rakhine et déplorent les pertes de vies humaines, de moyens de subsistance et de logement et l'usage excessif de la force par les forces armées du Myanmar. Ils prient les forces militaires et les forces de sécurité de cesser immédiatement les meurtres, le harcèlement et les viols de Rohingya (minorité musulmane du Myanmar).

Même s'ils se réjouissent de la création d'une commission d'enquête sur les violences récentes dans l'État de Rakhine, les députés estiment que cela ne constitue que le premier pas d'un engagement plus large visant à mettre un terme à l'impunité des crimes perpétrés contre la minorité Rohingya.

Ils se disent particulièrement horrifiés des violences sexuelles utilisées comme moyen d'intimidation et demandent que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice.

Le gouvernement du Myanmar est appelé à :

- permettre que l'aide humanitaire parvienne dans toutes les zones de conflit;
- mettre fin à la discrimination et à la ségrégation terribles dont est victime la minorité Rohingya;
- enregistrer tous les enfants de la minorité Rohingya à l'état civil dès leur naissance;
- lever toutes les restrictions inutiles, discriminatoires et disproportionnées dans l'État de Rakhine;
- lutter contre la traite des êtres humains et la criminalité transnationale organisée;
- améliorer sa coopération avec les Nations unies, notamment le HCR.

Le Parlement demande également à la lauréate du prix Sakharov, Aung San Suu Kyi, de se servir de sa position clé au sein du gouvernement du Myanmar pour améliorer la situation de la minorité Rohingya.

Il invite enfin l'Union européenne et ses États membres à continuer de soutenir les nouvelles structures démocratiques du Myanmar.